



**PRÉFÈTE
DE LA MAYENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction de la citoyenneté
Bureau des procédures environnementales
et foncières**

Arrêté préfectoral n° BPEF-2024-0177 du 11 décembre 2024

autorisant la société AJAY EUROPE à exploiter, après régularisation et extension du site, une usine de fabrication de dérivés iodés à partir d'iode minéral et de déchets iodés située Z.I. du Grand Verger, 17 Rue Pierre Angénieux, sur le territoire de la commune d'Evron (53600)

**La préfète de la Mayenne,
Chevalier de la Légion d'honneur,**

VU le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

VU le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de Mme Marie-Aimée Gaspari, préfète de la Mayenne ;

VU la décision d'exécution (UE) 2022/2427 de la commission du 6 décembre 2022 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles (MTD) pour les systèmes communs de gestion et de traitement des gaz résiduels dans le secteur chimique (BREF WGC) publiée au Journal Officiel de l'Union Européenne ;

VU l'arrêté du 17 décembre 2019 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED ;

VU la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L. 511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne 2022-2027 approuvé par arrêté préfectoral du 18 mars 2022 et publié le 3 avril 2022 ;

VU le schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin versant de la Mayenne approuvé par arrêté préfectoral du 10 décembre 2014 ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 ;

VU l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 13 juillet 1998 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques numéros 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740 ;

VU l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié ;

VU l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié, relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 3 août 2018 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

VU l'arrêté ministériel du 15 mai 2021 modifié, relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4610 ;

VU l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 relatif à l'analyse des substances per- et polyfluoroalkylées dans les rejets aqueux des installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ;

VU l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 4 novembre 2024 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables aux installations du secteur de la chimie relevant du régime de l'autorisation au titre de l'une au moins des rubriques suivantes de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement : 3410 à 3460, ou 3710 lorsque la charge polluante principale provient d'une ou plusieurs installations relevant de l'une au moins des rubriques 3410 à 3460 ;

VU l'arrêté préfectoral n°2005-P-1301 du 16 septembre 2005 autorisant la société Ajay Europe à exploiter des nouvelles unités de production et à poursuivre les activités de l'usine de fabrication de dérivés iodés situées zone industrielle du Grand Verger à Evron (53600) ;

VU l'arrêté préfectoral n°2010-P-354 du 7 avril 2010 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2005 susvisé, et relatif à la création d'un forage destiné au prélèvement d'eau pour un usage industriel ;

VU l'arrêté préfectoral du 25 août 2015 fixant des prescriptions complémentaires à l'arrêté préfectoral du 16 septembre 2005 susvisé relatif aux garanties financières ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 3 septembre 2024, régulièrement publié, portant délégation de signature à M. Ronan LÉAUSTIC, secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, sous-préfet de l'arrondissement de Laval, arrondissement chef-lieu et suppléance de la préfète de la Mayenne ;

VU la demande présentée le 27 mai 2016, complétée le 26 février 2018 et le 7 janvier 2021, par la société AJAY EUROPE située Z.I. du Grand Verger, 17 Rue Pierre Angénieux à Evron (53600) afin d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de fabrication de dérivés iodés, et notamment les propositions faites par l'exploitant en application du dernier alinéa de l'article R.181-13 ;

VU les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R. 181-18 à R.181-32 du code de l'environnement ;

VU l'avis réputé sans observation de l'autorité environnementale des Pays-de-la-Loire à la date échue du 2 novembre 2021 ;

VU l'information au pétitionnaire en date du 4 novembre 2021 sur l'existence d'un avis réputé sans observation ;

VU la décision n°E21000140/53 en date du 28 septembre 2021 du président du tribunal administratif de Nantes, désignant M. Michel Thomas en qualité de commissaire-enquêteur ;

VU l'arrêté préfectoral en date du 6 décembre 2021 prescrivant l'ouverture d'une enquête publique du mardi 4 janvier 2022 au jeudi 3 février 2022 inclus sur le territoire de la commune d'Evron ;

VU le rapport, les conclusions et l'avis favorable du commissaire enquêteur remis le 3 mars 2022 ;

VU les avis émis par les conseils municipaux des communes d'Evron, de Mézangers, de Neau, de Sainte-Gemmes-le-Robert,

VU les avis émis par le conseil communautaire de la communauté de communes Coëvrons ;

VU le rapport et les propositions en date du 23 septembre 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire, chargé de l'inspection des installations classées ;

VU le courrier en date du 25 novembre 2024 transmettant au pétitionnaire le projet d'arrêté préfectoral dans le cadre de la procédure contradictoire, lui laissant un délai maximal de 15 jours pour présenter ses observations ;

VU les observations présentées par le pétitionnaire par courriel en date du 3 décembre 2024 sur le projet d'arrêté préfectoral qui lui a été transmis dans le cadre de la procédure contradictoire ;

CONSIDÉRANT que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par le présent arrêté, permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, notamment pour la commodité du voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publiques, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation économe des sols naturels, agricoles ou forestiers, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique ;

CONSIDÉRANT qu'en application des dispositions de l'article L. 181-3 du code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

CONSIDÉRANT que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R. 181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

CONSIDÉRANT que certaines prescriptions réglementant les conditions d'exploitation des installations contiennent des informations sensibles vis-à-vis de la sécurité publique et à la sécurité des personnes ;

CONSIDÉRANT que ces informations sensibles entrent dans le champ des exceptions prévues à l'article L. 311-5 du code des relations entre le public et l'administration, et font l'objet d'annexes spécifiques et confidentielles ;

CONSIDÉRANT que par courriel en date du 3 décembre 2024, le pétitionnaire a indiqué dans le délai qui lui était imparti, avoir des observations relatives au projet d'arrêté qui lui a été soumis ;

CONSIDÉRANT que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Mayenne ;

ARRÊTE

TITRE 1 PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1. BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1. Exploitant titulaire de l'autorisation

La société AJAY EUROPE, située Z.I du Grand Verger, 17 Rue Pierre Angénieux à Évron (53600) est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter les installations détaillées dans les articles suivants.

Les prescriptions du présent arrêté préfectoral abrogent les dispositions des arrêtés préfectoraux antérieurs.

Article 1.1.2. Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

CHAPITRE 1.2. NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1. Situation de l'établissement

Les installations sont situées sur la commune d'Évron sur les parcelles n° 498, n°502 et n°504 de la section A du cadastre.

Le site s'étend sur une superficie de 3,1 hectares dont une surface imperméabilisée d'environ 10 000 m² (bâtiment, voirie et stockages extérieurs).

Article 1.2.2. Activité générale et caractéristiques des installations

L'établissement fabrique des dérivés iodés. L'ensemble des installations classées et connexes est organisé de la façon suivante :

- l'atelier principal comportant les zones de production des iodures (iodures de potassium, iodures de sodium) et des iodates (iodates de calcium et iodates de sodium) (ATP)
- l'atelier régénération où sont valorisés les effluents iodés pour produire de l'acide iodique (HIO₃) et du monochlorure d'iode (ICI) (ATR)
- l'atelier de production d'acide iodhydrique (AHI)
- l'atelier pilote dédié à la fabrication du triméthylsilane (TMSI)
- l'atelier de fabrication de l'iodure de cuivre
- l'atelier de fabrication Polyvinylpyrrolidone iodée (PVPI)
- l'atelier de production d'iodure de thymol
- l'atelier de stockage des produits finis (bâtiment logistique)
- l'atelier de maintenance
- le local de stockage des produits inflammables
- le stockage des matières premières vrac
- la chaufferie comprenant deux chaudières.

Article 1.2.3. Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique ICPE	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
3420.b	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : b) Acides, tels que acide chromique, acide fluorhydrique, acide phosphorique, acide nitrique, acide chlorhydrique, acide sulfurique, oléum, acides sulfurés	Fabrication des acides à base d'iode. Atelier régénération et atelier AHI principalement	1000 t/an Acide iodique (HIO ₃) : 400 t/an Monochlorure d'iode (ICl) : 50 t/an Acide iodhydrique (HI) : 550 t/an	A
3420.d	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques, tels que : d) Sels, tels que chlorure d'ammonium, chlorate de potassium, carbonate de potassium, carbonate de sodium, perborate, nitrate d'argent	Fabrication des iodates, des iodures et des mélanges iodés minéraux Atelier principal et atelier cuivre principalement	2000 t/an Iodates de calcium : 300 t/an Iodates de potassium : 200 t/an Iodates de sodium : 10 t/an Iodures de cuivre : 150 t/an Iodures de sodium : 250 t/an Iodures de potassium : 690 t/an PVPI : 300 t/an Produits finis à base de poudre : 100 t/an	A
3410. f	Fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques organiques, tels que : f) hydrocarbures halogénés	Fabrication d'iodure de thymol et du iodotriméthylesilane (TMSI) Atelier pilote TMSI et atelier iodure de thymol	55 t/an TMSI : 50 t/an iodure de thymol : 5 t/an	A
3550	Stockage temporaire de déchets dangereux ne relevant pas de la rubrique 3540, dans l'attente d'une des activités énumérées aux rubriques 3510, 3520, 3540 ou 3560 avec une capacité totale supérieure à 50 tonnes, à l'exclusion du stockage temporaire sur le site où les déchets sont produits, dans l'attente de la collecte.	- 2 cuves de stockage : 1 de 40 m ³ et 1 de 30 m ³ - Stockage en contenants individuels (type GRV – grand récipient pour vrac) sur une zone de stockage	201 tonnes	A

2790	Installation de traitement de déchets dangereux, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2711, 2720, 2760, 2770, 2792, 2793 et 2795	Régénération des déchets contenant de l'iode par des procédés d'hydrolyse, oxydation et stripping notamment Atelier régénération	Capacité maximale de traitement : 8 t/j 1000 t/an	A
4120.2.a	Toxicité aiguë catégorie 2, pour l'une au moins des voies d'exposition. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t Quantité seuil bas au sens de l'article R 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	Stockages de : Monochlorure d'iode : 20 t Iodoéthanol : 1 t Atelier régénération et local de stockage des toxiques	21 t	A
4130.2.a	Toxicité aiguë catégorie 3 pour les voies d'exposition par inhalation. 2. Substances et mélanges liquides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 10 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	Stockage de iodure de méthyl (MEI) : 10 t Local de stockage des toxiques	10 t	A
4440-1	Solides comburants La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	Stockages de : Iodate de calcium : 40 t Iodate de potassium : 20 t Iodate de sodium : 7 t Métopériodate de sodium (SMP) : 7 t Acide périodique : 2 t Atelier principal et bâtiment logistique	76 tonnes	A
4441-1	Liquides comburants catégorie 1, 2 ou 3. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 50 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t	Stockages de : Oxydant : 35 t Acide iodique : 23 t Acide périodique en solution : 2 t Atelier régénération et bâtiment logistique	60 tonnes	A
4510.1	Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t.	Stockages de : Iode : 54 t Iode valorisé : 10 t Iodure de cuivre : 15 t Javel : 6 t Cuivre : 5 t Sels de cuivre : 5 t Mélanges iodures de potassium et iodure de	110 tonnes	A

	Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.	cuivre : 15 t Bâtiment logistique, atelier principal et atelier cuivre		
47xx	-	Voir annexe 1	-	A
2791	Installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations classées au titre des rubriques 2515, 2711, 2713, 2714, 2716, 2720, 2760, 2771, 2780, 2781, 2782, 2783, 2794, 2795 et 2971. La quantité de déchets traités étant inférieure à 10 t/jour	Régénération des déchets contenant de l'iode par des procédés d'hydrolyse, oxydation et stripping notamment Atelier régénération	Capacité maximale de traitement 9,5 t par jour	DC
2515-2-b	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	Broyage produit minéraux	100 kW	D
2910-A-2	Combustion à l'exclusion des activités visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes A. Lorsque sont consommés exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du biométhane, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds, de la biomasse telle que définie au a) ou au b) i) ou au b) iv) de la définition de la biomasse, des produits connexes de scierie et des chutes du travail mécanique de bois brut relevant du b) v) de la définition de la biomasse, de la biomasse issue de déchets au sens de l'article L.541-4-3 du code de l'environnement, ou du biogaz provenant d'installations classées sous la rubrique 2781-1, si la puissance thermique nominale totale de l'installation de combustion (*) est : 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	Chaudière gaz n°1 Chaudière gaz n°2	1,75 MW 1,75 MW	DC DC

	(*) Au sens de la directive (UE) 2015/2193 du Parlement européen et du Conseil du 25 novembre 2015, relative à la limitation des émissions de certains polluants dans l'atmosphère en provenance des installations de combustion moyennes.			
4140.1.b	<p>Toxicité aiguë catégorie 3 pour la voie d'exposition orale (H301) dans le cas où ni la classification de toxicité aiguë par inhalation ni la classification de toxicité aiguë par voie cutanée ne peuvent être établies, par exemple en raison de l'absence de données de toxicité par inhalation et par voie cutanée concluantes.</p> <p>1. Substances et mélanges solides. La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>b) Supérieure ou égale à 5 t, mais inférieure à 50 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 50 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 200 t.</p>	<p>Stockage de borohydrure de sodium</p> <p>Local de stockage des toxiques et atelier PVPI</p>	10 t	D
4610-2	<p>Substances ou mélanges auxquels est attribuée la mention de danger EUH014 (réagit violemment au contact de l'eau). La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant :</p> <p>2. Supérieure à 10 t mais inférieure à 100 t</p> <p>Quantité seuil bas au sens de l'article R. 511-10 : 100 t. Quantité seuil haut au sens de l'article R. 511-10 : 500 t.</p>	<p>Stockage de Iodotriméthyle silane (TMSI) : 15 t</p> <p>Local de stockage des toxiques et atelier pilote TMSI</p>	15 t	DC

(*) A (autorisation), E (Enregistrement), D (Déclaration), DC (Déclaration avec contrôle périodique)

(**) En application de l'article R. 512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement

Les quantités maximales autorisées de certaines rubriques du tableau ci-dessus sont précisées à l'annexe 2 (confidentielle – non communicable) du présent arrêté.

Article 1.2.4. Rubriques de la nomenclature IOTA

Rubrique IOTA	Libellé de la rubrique	Nature de l'installation	Quantité autorisée	Régime (*)
1.1.1.0	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement	<p>Forage pour prélèvement</p> <p>Piézomètres pour la surveillance des eaux souterraines</p>	<p>3 piézomètres</p> <p>1 forage</p>	D

	temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau			
1.1.2.0	Prélèvements permanents ou temporaires issus d'un forage, puits ou ouvrage souterrain dans un système aquifère, à l'exclusion de nappes d'accompagnement de cours d'eau, par pompage, drainage, dérivation ou tout autre procédé, le volume total prélevé étant : 2° Supérieur à 10 000 m³/ an mais inférieur à 200 000 m³/ an	1 forage profondeur 50 m code BSS : 000XWEA	11 000 m³ par an	D
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha.		3,1 ha	D

(*) D (Déclaration)

Article 1.2.5. Réglementation SEVESO

L'établissement relève du statut « seuil bas » au titre des dispositions de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement.

L'établissement est seuil bas par dépassement direct des seuils pour les rubriques 4440, 4441, 4510 et 4733 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

L'application de la règle des cumuls prévue à l'article R. 511-11 du code de l'environnement dans le dossier d'autorisation mène aux évaluations suivantes :

Danger pour la santé		Dangers physiques		Danger pour l'environnement	
S(a) SB	S(a) SH	S(b) SB	S(b) SH	S(c) SB	S(c) SH
2,72	0,69	2,67	0,66	2,58	0,98

SB : Seuil Bas

SH : Seuil Haut

En lien avec l'article 8.5.6.1 (état des stocks), l'exploitant met en place un système robuste permettant, à tout moment, de justifier du non-dépassement du seuil Seveso seuil haut. L'exploitant en fait un bilan annuel tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Article 1.2.6. Réglementation IED

Au sens de l'article R.515-61 du code de l'environnement, la rubrique principale est la rubrique 3420 relative à la fabrication en quantité industrielle par transformation chimique ou biologique de produits chimiques inorganiques et les conclusions sur les meilleures techniques disponibles relatives à la rubrique principale sont celles associées au document BREF systèmes communs de traitement/ gestion des effluents gazeux dans le secteur chimique (WGC).

Les installations sont réalisées et exploitées en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles (MTD), et en tenant compte des intérêts mentionnés à l'article R.181-54 du code de l'environnement, notamment la vocation et l'utilisation des milieux environnants ainsi que la gestion équilibrée des ressources. L'exploitant met en œuvre les MTD applicables au site, telles que décrites dans les conclusions sur les meilleures techniques disponibles, ou garantissant un niveau de protection de l'environnement équivalent dans les conditions fixées au II de l'article R.515-62 du code de l'environnement, sans préjudice des dispositions prévues dans le présent arrêté.

Le périmètre IED concerne l'ensemble du site.

CHAPITRE 1.3. CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

CHAPITRE 1.4. DURÉE DE L'AUTORISATION

L'arrêté d'autorisation cesse de produire effet lorsque l'installation n'a pas été mise en service ou réalisée dans le délai de trois ans à compter de la notification du présent arrêté, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément à l'article R.181-48 du code de l'environnement.

CHAPITRE 1.5. MODIFICATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.5.1. Porter à connaissance

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.5.2. Mise à jour des études d'impact et de dangers

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R.181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

Article 1.5.3. Équipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.5.4. Changement d'exploitant

Le transfert d'autorisation est effectué conformément aux dispositions en vigueur, soit actuellement selon l'article R. 181-47 du code de l'environnement.

Article 1.5.5. Cessation d'activité

Sans préjudice des mesures des articles R. 512-74-II et R.181-48 du code de l'environnement, pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est un usage d'activités économiques et plus particulièrement industriel.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon l'usage prévu au premier alinéa du présent article.

En application de l'article R. 515-75 du code de l'environnement, la notification comporte en outre une évaluation de l'état de pollution du sol et des eaux souterraines par les substances ou mélanges dangereux pertinents mentionnés à l'article 3 du règlement (CE) n°1272/2008 du 16 décembre 2008 modifié relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances et des mélanges. Cette évaluation est fournie même si l'arrêt ne libère pas de terrain susceptible d'être affecté à un nouvel usage.

En cas de pollution significative du sol et des eaux souterraines, par des substances ou mélanges mentionnés à l'alinéa ci-dessus, intervenue depuis l'établissement du rapport de base mentionné au 3° du I de l'article R. 515-59 du code de l'environnement, l'exploitant propose également dans sa notification les mesures permettant la remise du site dans l'état prévu à l'alinéa ci-dessous. En tenant compte de la faisabilité technique des mesures envisagées, l'exploitant remet le site dans un état au moins similaire à celui décrit dans le rapport de base.

CHAPITRE 1.6. RÉGLEMENTATION

Article 1.6.1. Réglementation applicable

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous (liste non exhaustive) :

Dates	Référence des textes généraux applicables
31/03/1980	Arrêté portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion.
23/01/1997	Arrêté relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
02/02/1998	Arrêté relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.
29/09/2005	Arrêté relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation

31/01/2008	Arrêté modifié relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets (GEREP)
11/03/2010	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires ou des organismes pour certains types de prélèvements et d'analyses à l'émission des substances dans l'atmosphère
04/10/2010	Arrêté modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
28/04/2014	Arrêté relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.
26/05/2014	Arrêté relatif à la prévention des accidents majeurs dans les installations classées mentionnées à la section 9, chapitre V, titre Ier du livre V du code de l'environnement ;
31/05/2021	Arrêté fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement
21/12/2021	Arrêté définissant le contenu des déclarations au système de gestion électronique des bordereaux de suivi des déchets énoncés à l'article R.541-45 du code de l'environnement
26/06/2023	Arrêté portant modalités d'agrément des laboratoires effectuant des analyses dans le domaine de l'eau et des milieux aquatiques au titre du code de l'environnement
30/06/2023	Arrêté relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement

Dates	Référence des textes spécifiques applicables aux installations du site
30/06/1997	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'Environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2515 : " Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels "
13/07/1998	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une ou plusieurs des rubriques 4120, 4130, 4140, 4150, 4738, 4739 ou 4740
15/01/2001	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4610
11/09/2003	Arrêté portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des " articles L.214-1 à L.214-3 " du code de l'environnement et relevant de la rubrique " 1.11.0 " de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié
02/10/2009	Arrêté relatif au contrôle des chaudières dont la puissance nominale est supérieure à 400 kilowatts et inférieure à 20 mégawatts
23/11/2011	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique 2791 (installation de traitement de déchets non dangereux à l'exclusion des installations visées aux rubriques 2720, 2760, 2771, 2780, 2781 et 2782)
03/08/2018	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910
01/08/2019	Arrêté relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous l'une au moins des rubriques n° 4440, 4441 ou 4442 ;
17/12/2019	Arrêté relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations de traitement de déchets relevant du régime de l'autorisation et de la directive IED

Article 1.6.2. Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice :

- des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail, le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression ;
- des schémas, plans et autres documents d'orientation et de planification approuvés.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Article 1.6.3. Dispositions diverses

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements et analyses d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol ainsi que des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant.

CHAPITRE 1.7. DOCUMENTS TENUS A LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour (implantation des installations, zones à risques, moyens protection incendie, réseaux, etc.)
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 2 GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

CHAPITRE 2.1. INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROPRETÉ

L'ensemble du site doit être maintenu propre et les bâtiments et installations entretenus en permanence.

Les abords de l'établissement placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et tenus en bon état notamment les émissaires de rejets et leur périphérie font l'objet de soins particuliers. L'exploitant prend les mesures nécessaires afin d'éviter la dispersion sur les voies publiques et les zones environnantes de poussières, papiers, boues, déchets de plastiques, ...

CHAPITRE 2.2. EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

Article 2.2.1. Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien, et l'exploitation des installations pour :

- limiter le prélèvement et la consommation d'eau,
- limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes définies ci-après ;

- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publiques, l'agriculture, la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

Article 2.2.2. Consignes d'exploitation et surveillance

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané, de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. Afin de réduire la fréquence de survenue des conditions d'exploitation autres que normales (OTNOC), l'exploitant doit disposer d'un plan de gestion des OTNOC.

L'exploitation se fait sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne compétente désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas de dérive ou d'incident. Le site est clôturé. L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès aux installations, les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre.

Article 2.2.3. Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

CHAPITRE 2.3. DANGERS OU NUISANCES NON PRÉVENUS

Tout danger ou nuisance non susceptibles d'être prévenus par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du préfet par l'exploitant.

CHAPITRE 2.4. DÉCLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement, l'exploitant est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis, sous 15 jours, par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 2.5. PROGRAMME DE SURVEILLANCE

Article 2.5.1. Principe et objectifs du programme d'autosurveillance

Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'auto surveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.

Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en termes de nature de mesure, de paramètre et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'auto surveillance.

Article 2.5.2. Mesures comparatives

Outre les mesures auxquelles il procède sous sa responsabilité, afin de s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de mesure et des matériels d'analyse ainsi que de la représentativité des valeurs mesurées (absence de dérive), l'exploitant fait procéder à des mesures comparatives, selon des procédures normalisées lorsqu'elles existent, par un organisme extérieur différent de l'entité qui réalise habituellement les opérations de mesure du programme d'auto surveillance. Celui-ci doit être accrédité ou agréé par le ministère chargé de l'inspection des installations classées pour les paramètres considérés.

Ces mesures sont réalisées sans préjudice des mesures de contrôle réalisées par l'inspection des installations classées en application des dispositions des articles L. 514-5 et L. 514-8 du code de l'environnement. Conformément à ces articles, l'inspection des installations classées peut, à tout moment, réaliser ou faire réaliser des prélèvements d'effluents liquides ou gazeux, de déchets ou de sol et des mesures de niveaux sonores. Les frais de prélèvement et d'analyse sont à la charge de l'exploitant. Les contrôles inopinés exécutés à la demande de l'inspection des installations classées peuvent, avec l'accord de cette dernière, se substituer aux mesures comparatives.

Article 2.5.3. Analyse et transmission des résultats de l'autosurveillance

L'exploitant suit les résultats des mesures qu'il réalise notamment celles de son programme d'auto surveillance, les analyse et les interprète. Il prend le cas échéant les actions correctives appropriées lorsque des résultats font présager des risques ou inconvénients pour l'environnement ou d'écart par rapport au respect des valeurs réglementaires relatives aux émissions de ses installations ou de leurs effets sur l'environnement.

En particulier, lorsque la surveillance environnementale sur les eaux souterraines ou les sols fait apparaître une dérive par rapport à l'état initial de l'environnement, soit réalisé en application de l'article R. 512-8 II 1° du code de l'environnement, soit reconstitué aux fins d'interprétation des résultats de surveillance, l'exploitant met en œuvre les actions de réduction complémentaires des émissions appropriées et met en œuvre, le cas échéant, un plan de gestion visant à rétablir la compatibilité entre les milieux impactés et leurs usages. Il informe le préfet et l'inspection des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées.

Les résultats de la surveillance des émissions ou des effets sur l'environnement, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés, ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées, sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ou transmis suivant les fréquences prescrites dans le présent arrêté.

CHAPITRE 2.6. BILANS PÉRIODIQUES

Article 2.6.1. Déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets

L'exploitant adresse sur le site de télédéclaration du ministre en charge des installations classées prévu à cet effet (site GEREPE) la déclaration annuelle des données d'émissions polluantes et des déchets. La déclaration est effectuée avant le 31 mars de l'année N+1 pour le bilan de l'année N.

CHAPITRE 2.7. SYSTÈME DE MANAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET INVENTAIRE DES FLUX

Article 2.7.1. Mise en place d'un système de management environnemental

L'exploitant applique un système de management environnemental (SME) approprié présentant l'ensemble des caractéristiques décrites à l'article 1.1.1 de l'annexe de la décision d'exécution (UE) 2022/2427 du 6 décembre 2022.

Article 2.7.2. Inventaire des émissions

Afin de faciliter la réduction des émissions dans l'eau et dans l'air et la diminution de la consommation d'eau, l'exploitant tient à jour, dans le cadre du système de management environnemental, un inventaire des flux d'effluents aqueux et gazeux présents sur le site.

TITRE 3 PROTECTION DE LA QUALITÉ DE L'AIR

CHAPITRE 3.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'émission dans l'atmosphère de fumées, buées, suies, poussières, gaz odorants, toxiques ou corrosifs, susceptibles d'incommoder le voisinage, de compromettre la santé ou la sécurité publique, de nuire à la production agricole, à la conservation des constructions et monuments ou au caractère des sites, est interdite. Tout brûlage à l'air libre est interdit.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement et si besoin en continu avec asservissement à une alarme. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses.

Les stockages de produits pulvérulents sont confinés (récipients, silos, bâtiments fermés) et les installations de manipulation, transvasement, transport de produits pulvérulents sont, sauf impossibilité technique démontrée, munies de dispositifs de capotage et d'aspiration permettant de réduire les envols de poussières. Si nécessaire, les dispositifs d'aspiration sont raccordés à une installation de dépoussiérage en vue de respecter les dispositions du présent arrêté. Les équipements et aménagements correspondants satisfont par ailleurs la prévention des risques d'incendie et d'explosion (événements pour les tours de séchage, les dépoussiéreurs...).

CHAPITRE 3.2. CARACTÉRISTIQUES DES POINTS DE REJETS

Article 3.2.1. Dispositions générales

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ces dispositions est interdit.

Les rejets à l'atmosphère sont dans toute la mesure du possible collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets dans l'atmosphère. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Sur chaque canalisation de rejet d'effluents est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant,...). Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement, etc.) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Les caractéristiques de la plate-forme doivent permettre de respecter en tout point les prescriptions des normes en vigueur, en particulier pour ce qui concerne les caractéristiques de la section de mesures.

Ces points de mesure doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Sauf mention particulière, les concentrations, flux et volumes de gaz ci-après quantifiés sont rapportés à des conditions normales de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilopascals), après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs), à la teneur en O₂ précisée à l'article 3.3.1.

La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Article 3.2.2. Conduits, installations raccordées et conditions générales de rejet

Article 3.2.2.1. Chaudières

Installation	N° de conduit	Puissance thermique nominale	Combustible	Utilisation	Hauteur de cheminée (m)
Chaudière n°1 (mise en service : 1998)	24	1,75 MW	Gaz naturel	Production vapeur / eau chaude	12
Chaudière n°2	25	1,75 MW	Gaz naturel	Production vapeur / eau chaude	10

Article 3.2.2.2. Rejets du process et installation de traitement

Installations/unités raccordées	N° de conduit	Installation de traitement / équipement (*)	Hauteur de cheminée (m) (**)	Débit nominal (Nm³/h)	Vitesse minimale d'éjection (m/s)
Atelier régénération / stripping	1	TA 01-02 (en série) traitement par charbon actif	12	2200	5

Atelier régénération / stripping	2	TA 03-04 (en série) traitement par charbon actif	12	2200	5
Atelier régénération	3	TA 05 – traitement par charbon actif	12	2100	14
Atelier principal / production iodures et iodates	4	TA 06 – traitement par charbon actif	6	2500	14
Atelier cuivre / réacteur	5	TA 07 – traitement par charbon actif	7	2500	14
Atelier cuivre / séchage	6	TA 08	7	935	5
Atelier pilote / Atelier iode de thymol	7	TA 09 – traitement par charbon actif	7	1600	5
Atelier PVPI	8	TA 11 – traitement par charbon actif	10	2100	5
Atelier HI	9	TA 12	10	2400	5
Atelier principal – dépollueur iodates	10	TA 13	3	1010	6
Atelier principal – dépollueur KT	11	DP 02 – filtre à manches	3	1010	5
Atelier principal – mélangeur pellets	12	DP 03 – filtre à manches	3	2000	5
Atelier principal – dépollueur Kahl (broyage)	13	DP 04 – filtre à manches	3	2000	5
Atelier cuivre	14	DP 06 – filtre à manches	4	1500	5
Atelier iode de thymol	15	DP 07 – filtre à manches	4	2000	5
Atelier PVPI	16	DP 08 – filtre à manches	4	2000	5
Atelier principal	17	Ventilateur évaporateur R103 – dépollueur	8	1800	5
Atelier principal	18	Ventilateur sécheur S505 – dépollueur	8	1300	5
Atelier régénération	19	Ventilateur évaporateur R7 - R19 – dépollueur	13	3500	5
Atelier régénération	20	Ventilateur évaporateur R1 – dépollueur	13	1800	5
Atelier principal	21	Ventilateur sécheur S601 - S602 – dépollueur	12	1800	5
Atelier principal	22	Ventilateur sécheur S607 – dépollueur	8	2220	5
Atelier PVPI	23	Sécheur PVPI – dépollueur	10	2200	5

(*) TA : tour d'abattage ; DP : dépollueur

(**)Hauteur de la cheminée : différence entre l'altitude du débouché à l'air libre et l'altitude moyenne du sol à l'endroit considéré). Hauteur définie conformément aux articles 54 à 56 de l'arrêté modifié du 2 février 1998.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une description des installations de traitement des effluents gazeux et de poussières associés à chaque conduit.

Article 3.2.3. Émissions diffuses

Les zones de rejets diffus sont localisées au niveau de la zone de stockage des matières premières. Ces rejets ne sont constitutifs que de l'évaporation naturelle des produits stockés (rejets par un événement).

CHAPITRE 3.3. VALEURS LIMITES D'ÉMISSIONS

Article 3.3.1. Émissions canalisées

Les rejets issus des installations doivent respecter les valeurs limites suivantes en concentration et en flux. On entend par flux de polluant la masse de polluant rejetée par unité de temps. Lorsque la valeur limite est exprimée en flux spécifique, ce flux est calculé, sauf dispositions contraires, à partir d'une production journalière.

Les teneurs en O₂ de référence pour la vérification de la conformité aux valeurs limites d'émission sont de 3 % pour les rejets des chaudières, et sont celles mesurées dans les effluents atmosphériques pour les autres rejets.

Pour les conduits correspondant à des installations de séchage définis à l'article 3.2.2, les mesures sont réalisées sur gaz humides (conduits n° 18, 21, 22, 23).

N° de conduit	Paramètre	Valeur limite d'émission en concentration (en mg/Nm ³)
1, 2, 3, 4, 5, 7, 8	diode (I ₂)	1
1, 2, 3	acide chlorhydrique (HCl)	10
7, 9	acide iodhydrique (HI)	10
4	hydrazine	0,013
6, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 16	Poussières (inclut les PM _{2,5} et PM ₁₀)	5
24	NOx en équivalent NO ₂	150
25	NOx en équivalent NO ₂	100
24(*), 25	CO	100

(*) à compter du 1^{er} janvier 2030

Les quantités d'hydrazine utilisées sont suivies pour chaque batch sur un registre tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.

Article 3.3.2. Indisponibilités et émissions lors d'OTNOC (conditions d'exploitation autres que normales)

Les installations de traitement (tours d'abattage, dépoussiéreurs) sont conçues, exploitées et entretenues de manière à réduire à leur minimum les durées d'indisponibilité pendant lesquelles elles ne peuvent assurer pleinement leur fonction.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou arrêtant si besoin les fabrications/opérations à l'origine des effluents arrivant à l'installation de traitement concernée.

L'exploitant réduit la fréquence des OTNOC et réduit les émissions lors des OTNOC en :

- déterminant des équipements critiques, définis sur la base d'une évaluation des risques ;

- disposant d'un programme d'inspection et de maintenance à jour, visant à maximiser la disponibilité et la performance des équipements critiques. Ce programme comprend des modes opératoires normalisés, une maintenance préventive et une maintenance régulière et non programmée. Les périodes d'OTNOC, leur durée, leurs causes et, dans la mesure du possible, les émissions générées dans ces circonstances font l'objet d'une surveillance.

CHAPITRE 3.4. SURVEILLANCE DES REJETS DANS L'ATMOSPHÈRE

Article 3.4.1. Fréquence de surveillance des émissions atmosphériques canalisées

L'exploitant assure une surveillance des émissions atmosphériques canalisées suivante :

Paramètre	Fréquence
diode (I_2)	Une fois par an
acide chlorhydrique (HCl)	Une fois par an
acide iodhydrique (HI)	Une fois par an
hydrazine	Une fois tous les 6 mois
Poussières (inclut les $PM_{2,5}$ et PM_{10})	Une fois par an
NOx en équivalent NO_2	Une fois tous les 3 ans
CO	Une fois tous les 3 ans
O_2 (*)	Une fois tous les 3 ans

(*) concerne les conduits n° 24 et 25 (chaudières)

Autant que possible, les mesures sont effectuées au niveau d'émission le plus élevé prévu dans les conditions normales de fonctionnement.

Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an⁽¹⁾ par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.

(1) sauf pour les conduits n°24 et 25 (chaudières), pour lesquels les mesures par un organisme agréé sont effectuées au moins tous les 3 ans.

Article 3.4.2. Transmission des résultats

Le rapport de contrôle des émissions atmosphériques effectué par l'organisme extérieur agréé est transmis à l'inspection des installations classées dès réception par l'exploitant accompagné des commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

Article 3.4.3. Pollutions accidentelles

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique.

Les incidents ayant entraîné des rejets dans l'air non conformes ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont consignés dans un registre.

L'exploitant met en place un dispositif de mesure et d'enregistrement des paramètres suivants :

- vitesse et direction du vent ;
- température.

TITRE 4 PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 4.1. COMPATIBILITÉ AVEC LES OBJECTIFS DE QUALITÉ DU MILIEU

L'implantation et le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au point IV de l'article L. 212-1 du code de l'environnement. Elle respecte les dispositions du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Loire-Bretagne et du schéma d'aménagement et de gestion des eaux du bassin Sarthe Aval.

La conception et l'exploitation de l'installation permettent de limiter la consommation d'eau et les flux polluants.

CHAPITRE 4.2. PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 4.2.1. Origine et approvisionnement en eau

Les prélèvements d'eau dans le milieu, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine de la ressource	Nom de la commune du réseau	Code national de la masse d'eau	Coordonnées du point de prélèvement (Lambert 93)	Prélèvement maximal annuel (m³/an)	Usage
Eau souterraine	EVRON	Code national : GG018 Code européen : FRGG018	Forage X : 446677.78 Y : 6790632.81	11 000 m³	Process industriel
Réseau d'adduction eau potable	EVRON	FRGR0486	X : 453171.97 Y : 6787443.69		Process industriel

Le prélèvement maximal d'eau provenant du forage et du réseau d'adduction d'eau potable ne doit pas dépasser 11 000 m³ par an.

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau. Notamment la réfrigération en circuit ouvert est interdite.

Les installations de prélèvement d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ce dispositif est relevé hebdomadairement. Ces résultats sont portés sur un registre éventuellement informatisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

Les installations d'eau de l'usine ne doivent pas, du fait de leur conception ou de leur réalisation, permettre, à l'occasion d'un phénomène de retour d'eau, la pollution du réseau public d'eau potable ou du réseau intérieur de caractère privé par des substances nocives ou indésirables.

Article 4.2.2. Prescriptions particulières applicables au forage

Article 4.2.2.1. Identification du forage

L'exploitant est autorisé à prélever des eaux souterraines à partir du forage suivant :

Ouvrage	Masse d'eau concernée	Profondeur	Coordonnées Lambert II	
			X(m)	Y(m)
Forage	Bassin versant de la Mayenne FRGG018	50 mètres	446677.78	6790632.81

Les eaux prélevées dans le forage sont réservées à des usages industriels pour un débit maximal de 3 m³/heure et un volume annuel maximum de 11 000 m³.

Toute modification notable apportée par l'exploitant aux installations de prélèvement, à leur localisation, leur mode d'exploitation, aux caractéristiques principales du prélèvement lui-même (débit, volume, période), tout changement de type de moyen de mesure ou de mode d'évaluation de celui-ci, ainsi que tout autre changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant sa réalisation, à la connaissance du préfet.

Article 4.2.2.2. Protection de la ressource

Chaque réseau d'alimentation (réseau public, réseau eau du forage) est protégé contre le risque de contamination par un autre réseau, par la mise en place de dispositifs de disconnexion adaptés.

Tout stockage de déchets, produit dangereux ou susceptible d'altérer la qualité des eaux est interdit dans un périmètre de 35 mètres autour du forage. L'exploitant maîtrise dans ce périmètre les eaux de ruissellement en vue d'éviter leur accumulation.

Article 4.2.2.3. Aménagement du forage

Le soutènement, la stabilité et la sécurité du forage, l'isolation des différentes ressources d'eau, doivent être obligatoirement assurés au moyen de dispositifs appropriés à l'ouvrage, aux milieux traversés et à la qualité des eaux souterraines, afin de garantir de façon durable la qualité de l'ouvrage. L'exploitant veille à ce que le forage ne mette pas de nappes distinctes en communication.

Un même ouvrage ne peut en aucun cas permettre le prélèvement simultané dans plusieurs aquifères distincts superposés.

Pour le forage d'exploitation des eaux souterraines, il est réalisé une margelle bétonnée, conçue de manière à éloigner les eaux de la tête de forage. Cette margelle est de 3 m² au minimum autour de la tête et de 0,30 m de hauteur au-dessus du niveau du terrain naturel. Lorsque la tête de l'ouvrage débouche dans un local, cette margelle n'est pas obligatoire. Dans ce cas, le plafond du local doit dépasser d'au moins 0,5 m le niveau du terrain naturel.

Un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent est installé sur la tête du forage. Il doit permettre un parfait isolement du forage des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles.

En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain est interdit par un dispositif de sécurité.

Le forage utilisé pour le prélèvement d'eau doit faire l'objet d'une inspection périodique, au minimum tous les dix ans, en vue de vérifier l'étanchéité de l'installation concernée et l'absence de communication entre les eaux prélevées et celles d'autres formations aquifères interceptées par l'ouvrage. Cette inspection porte en particulier sur l'état et la corrosion des matériaux tubulaires (cuvelages, tubages...). L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, dans les trois mois suivant l'inspection, le compte rendu de cette inspection.

Article 4.2.2.4. Suivi des prélèvements

Le forage est équipé d'un compteur volumétrique, dont l'affichage est infalsifiable, approprié au volume prélevé et d'un système permettant de connaître le volume cumulé de prélèvement.

Les moyens de mesure et d'évaluation du volume prélevé doivent être régulièrement entretenus, contrôlés et, si nécessaire, remplacés, de façon à fournir en permanence une information fiable.

Le déclarant consigne sur un registre ou cahier les éléments du suivi de l'exploitation de l'ouvrage ou de l'installation de prélèvement ci-après :

- les volumes prélevés mensuellement et annuellement et le relevé de l'index du compteur volumétrique à la fin de chaque année civile ou de chaque campagne de prélèvement dans le cas de prélèvements saisonniers ;
- les incidents survenus dans l'exploitation et les volumes prélevés ;
- les entretiens, contrôles et remplacements des moyens de mesure et d'évaluation.

Ce cahier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Les données qu'il contient doivent être conservées 3 ans par l'exploitant.

Article 4.2.2.5. Condition d'abandon

La mise hors service du forage est portée à la connaissance du préfet accompagnée des modalités de comblement répondant aux textes en vigueur. L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement de cet ouvrage afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans le mois qui suit sa réalisation.

Article 4.2.3. Dispositions en cas de sécheresse

Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023 modifié, relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations classées pour la protection de l'environnement sont susceptibles de s'appliquer au site.

CHAPITRE 4.3. COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

Article 4.3.1. Dispositions générales

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.4.1 ou non conforme aux dispositions du chapitre 4.4 est interdit.

Article 4.3.2. Plan des réseaux

Un schéma de tous les réseaux d'eaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...) ;
- les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

Article 4.3.3. Entretien et surveillance

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes tuyauteries et canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur. Les canalisations de transport de substances et mélanges dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

Article 4.3.4. Protection des réseaux internes à l'établissement

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.3.5. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

CHAPITRE 4.4. TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

Article 4.4.1. Identification des effluents

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- les eaux pluviales non polluées ;
- les eaux pluviales susceptibles d'être polluées par ruissellement sur les voiries...;
- les eaux de rejet des chaudières (condensats et purges) ;
- les eaux sanitaires domestiques.

Il n'y a pas de rejet d'eaux résiduelles industrielles provenant des procédés de fabrication. Ces eaux de procédés sont régénérées pour récupérer l'iode et réutilisées.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

Article 4.4.2. Localisation des points de rejet

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejets externes suivants :

N°	Nature des effluents	Traitement des effluents et exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective
1	Eaux pluviales	Etang de 1200 m ³ puis ruisseau des Grandes Portes	La Jouanne (code masse d'eau FRG0515)
2	Eaux usées sanitaires		Station d'épuration de la commune d'Evron

Article 4.4.3. Eaux pluviales

Article 4.4.3.1. Collecte des eaux pluviales

Les eaux pluviales sont collectées dans les réseaux d'eaux pluviales du site puis rejetées dans l'étang.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées du fait des activités menées par l'installation industrielle, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, hors accident ou incident, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence (du type séparateur hydrocarbures...).

Ces dispositifs de traitement sont entretenus par l'exploitant conformément à un protocole d'entretien. Les opérations de contrôle et de nettoyage des équipements sont effectués à une fréquence adaptée. L'attestation de conformité à une éventuelle norme, les justificatifs de nettoyage des équipements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. Les résidus de traitement des séparateurs sont éliminés en tant que déchets.

Le rejet des eaux de lavage des ateliers ou des installations (de type filtres...) dans le réseau d'eaux pluviales est interdit.

Article 4.4.3.2. Conditions de rejet et surveillance des eaux pluviales

I) Dans l'étang

Les eaux pluviales respectent, avant rejet dans l'étang, les conditions suivantes :

- Température inférieure à 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur.

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale en mg/l
MES	1305	100
DCO	1314	300
Hydrocarbures totaux	7009	10
Iode	1381	Inférieure à la limite de quantification
Cuivre	1392	Inférieure à la limite de quantification

L'exploitant s'assure du respect de ces valeurs limites via un programme de surveillance dont la fréquence de surveillance des paramètres ne pourra être inférieure à une fréquence annuelle.

L'exploitant doit être en mesure d'isoler les réseaux d'eaux pluviales pour éviter toute pollution de l'étang en cas d'incident ou d'accident sur le site (déversement accidentel dans le réseau d'eaux pluviales...).

II) Au droit du point de rejet externe n° 1 vers le ruisseau des Grandes Portes

Les eaux pluviales respectent, avant rejet vers le ruisseau des Grandes Portes, les conditions suivantes :

- Température inférieure à 30 °C,
- pH compris entre 5,5 et 8,5,
- la couleur de l'effluent ne provoque pas de coloration persistante du milieu récepteur.

Paramètres	Code Sandre	Concentration maximale en mg/l
MES	1305	100
DCO	1314	300
Hydrocarbures totaux	7009	10
Iode	1381	Inférieure à la limite de quantification
Cuivre	1392	Inférieure à la limite de quantification

En cas de non-respect de ces valeurs limites, les eaux de l'étang ne peuvent pas être rejetées dans le ruisseau des Grandes Portes. En cas de non-conformité, l'exploitant doit rechercher les causes et mettre en œuvre les actions correctives.

Pendant un an à compter de la notification du présent arrêté, la surveillance des rejets au niveau du point de rejet externe n° 1 doit porter sur les paramètres suivants et selon les fréquences suivantes :

Paramètres	Périodicité de la mesure
pH	À chaque rejet
DCO	À chaque rejet
MES	À chaque rejet
Iode	À chaque rejet
Cuivre et ses composés (en Cu)	À chaque rejet
Hydrocarbures totaux	Annuelle

Les résultats des analyses sont transmis à l'inspection des installations classées dès réception accompagnées des commentaires de l'exploitant et le cas échéant des mesures correctives mises en œuvre.

Après un an et si les conditions de rejet fixées à l'article 4.4.3.2 de l'arrêté préfectoral sont respectées (au moins deux mesures consécutives conformes), la fréquence de surveillance des rejets en sortie d'étang pourra être annuelle.

Article 4.4.3.3. Eaux pluviales accidentellement polluées

Les eaux pluviales accidentellement polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des eaux pluviales et les réseaux de collecte des effluents pollués ou susceptibles d'être pollués.

Article 4.4.4. Rejet des eaux de purges et des condensats des chaudières

Les effluents générés par les deux chaudières sont analysés avant toute dilution. Ils doivent respecter les valeurs limites de rejet suivantes :

- pH : 5,5-8,5 (9,5 en cas de neutralisation alcaline) ;
- température : < 30°C.

	Code SANDRE	Valeur limite
MES	1305	100 mg/l
DCO	1314	300 mg/l
DBO ₅	1313	100 mg/l

Composés organiques halogénés (en AOX ou EOX) ou halogènes des composés organiques absorbables (AOX) (1)	1106 (AOX) 1760 (EOX)	0,5 mg/l
Azote global comprenant l'azote organique, l'azote ammoniacal, l'azote oxydé	1551	30 mg/l
Phosphore total	1350	10 mg/l
Ion fluorure (en F ⁻)	7073	30 mg/l
Cadmium et ses composés* (en Cd)	1388	0,05 mg/l
Arsenic et ses composés (en As)	1369	25 µg/l
Plomb et ses composés (en Pb)	1382	25 µg/l
Mercure et ses composés* (en Hg)	1387	0,02 mg/l
Nickel et ses composés (en Ni)	1386	50 µg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l
Cuivre et ses composés (en Cu)	1392	50 µg/l
Chrome et ses composés (dont chrome hexavalent et ses composés exprimés en chrome)	1389	50 µg/l
Sulfates	1338	2000 mg/l
Sulfites	1086	20 mg/l
Sulfures	1355	0,2 mg/l
Ion fluorure (en F ⁻)	7073	30 mg/l
Zinc et ses composés (en Zn)	1383	0,8 mg/l

Les substances dangereuses marquées d'une étoile (*) dans le tableau ci-dessus sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III de l'arrêté du 2 février 1998 modifié.

Le traitement externe des effluents aqueux issus des installations de combustion dans une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, ou le raccordement à une telle station, n'est envisageable que dans le cas où celle-ci est apte à les traiter dans de bonnes conditions. Les modalités de raccordement définies aux articles 34 et 35 de l'arrêté du 2 février 1998 s'appliquent.

Lorsqu'une installation est raccordée à une station d'épuration urbaine, les valeurs limites d'émissions en sortie d'installation des polluants autres que les macropolluants mentionnés ci-dessus sont les mêmes que celles pour un rejet dans le milieu naturel.

Une mesure des concentrations des différents polluants listés ci-dessus est effectuée au moins tous les trois ans par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement. Ces mesures sont effectuées sur un échantillon représentatif du fonctionnement de l'installation et constitué soit par un prélèvement continu d'une demi-heure, soit par au moins deux prélèvements instantanés espacés d'une demi-heure. Les résultats sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.4.5. Modalités de gestion de l'étang

Dans un délai de trois mois à compter de la notification du présent arrêté, l'exploitant effectue des prélèvements et des analyses des sédiments présents dans l'étang selon les protocoles de prélèvement en vigueur. Ces résultats sont transmis à l'inspection des installations classées, accompagnés le cas échéant du plan de gestion des sédiments ainsi que de l'échéancier de mise en œuvre. L'exploitant engage les mesures correctives prévues après avis des services de l'État.

Article 4.4.6. Dispositions spécifiques liées au refroidissement

L'eau de l'étang est utilisée pour refroidir les procédés de fabrication des iodates et iodures, de l'atelier de régénération et du bâtiment pilote. Des sondes de conductivité sont présentes sur le réseau d'eau de refroidissement des réacteurs, sur le circuit d'alimentation des machines et le circuit de retour à l'étang. L'exploitant assure une surveillance de la conductivité du circuit de

refroidissement afin de limiter tout risque de contamination de l'étang. En cas de dérive, des actions correctives sont mises en place. Cette surveillance est consignée et mise à disposition de l'inspection des installations classées.

Afin de supprimer tout risque de pollution des sols et des eaux souterraines en cas de contamination de l'étang, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées dans un délai d'un an à compter de la notification du présent arrêté un plan d'actions accompagné d'un échéancier de travaux.

CHAPITRE 4.5. SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES ET DES SOLS

Article 4.5.1. Surveillance des eaux souterraines

Article 4.5.1.1. Étude hydrogéologique préalable

L'exploitant transmet, dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral d'autorisation l'étude hydrogéologique préalable prévue à l'article 65 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié. Cette étude doit permettre de déterminer l'aquifère capté et de justifier la pertinence du réseau de surveillance.

Article 4.5.1.2. Réseau de surveillance

La qualité des eaux souterraines fait l'objet d'une surveillance a minima des 3 piézomètres présents sur le site : PZ1 (amont hydraulique supposé), PZ2 et PZ3 (aval hydraulique supposé). Ce réseau de surveillance est susceptible d'évoluer en fonction des résultats de l'étude hydrogéologique préalable.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM. Les codes sont communiqués à l'inspection des installations classées pour l'environnement dès leur réception ainsi que les coordonnées géographiques des piézomètres dans le référentiel NGF.

Article 4.5.1.3. Paramètres mesurés et fréquence de surveillance

Paramètres		Pt de mesure	Fréquence des analyses	Fréquence minimale de surveillance
Nom	Code SANDRE			
Profondeur piézométrique	1689	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
pH	1302	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
Iode	1381	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
Métaux totaux dont le cuivre et ses composés	8095	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
Hydrocarbures totaux	7009	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
BTEX	5918	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
COHV	7485	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans
Indice phénol	1440	PZ1, PZ2, PZ3	6 mois (période de hautes et basses eaux)	5 ans

La campagne de surveillance doit compter une analyse en périodes de hautes eaux et une en période de basses eaux. La surveillance des eaux souterraines est réalisée tous les 5 ans sauf en cas de pollution avérée des eaux souterraines nécessitant de réduire cette fréquence de surveillance.

Ces paramètres pourront être complétés à la demande de l'inspection des installations classées.

Les prélèvements, l'échantillonnage et le conditionnement des échantillons d'eau doivent être effectués conformément aux méthodes normalisées en vigueur. Les seuils de détection retenus pour les analyses doivent permettre de comparer les résultats aux valeurs de référence en vigueur (normes de potabilité, valeurs-seuil de qualité fixées par le SDAGE,...).

Le niveau piézométrique de chaque ouvrage est relevé à chaque campagne de prélèvement. L'exploitant joint alors aux résultats d'analyse un tableau des niveaux relevés (exprimés en mètres NGF).

Les résultats de la surveillance sont transmis à l'inspection des installations classées avec les commentaires et les actions correctives prises ou prévues le cas échéant via l'application GIDAF.

Toute anomalie est signalée à l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais.

Si les résultats montrent une ou plusieurs concentrations atypiques à la hausse par rapport à la série des résultats disponibles ou par rapport aux mesures réalisées en amont hydraulique, l'exploitant procède à une campagne de mesure complémentaire dans un délai qui n'excède pas trois mois, sans préjudice des campagnes de mesure programmées dans le plan de surveillance.

Si ces résultats confirment une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine en le justifiant, par tous les moyens utiles, si ses activités sont à l'origine en tout ou partie de la pollution constatée, et si elle provient de ses installations, afin d'en supprimer la cause. Il informe le préfet du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées dans la mesure où la pollution constatée dans les eaux souterraines est susceptible de relever des activités qu'il exploite.

Article 4.5.1.4. Suivi des prélèvements / Entretien des ouvrages

Les piézomètres et les ouvrages connexes à ces derniers, sont régulièrement entretenus de manière à garantir la protection de la ressource en eau souterraine, notamment vis-à-vis du risque de pollution par les eaux de surface et du mélange des eaux issues de différents systèmes aquifères, et à éviter tout gaspillage d'eau.

Les piézomètres disposent d'un capot de fermeture ou tout autre dispositif approprié de fermeture équivalent. Il doit permettre un parfait isolement des inondations et de toute pollution par les eaux superficielles. En dehors des périodes d'exploitation ou d'intervention, l'accès à l'intérieur des piézomètres est interdit par un dispositif de sécurité.

Tous les ouvrages sont identifiés par une plaque mentionnant les références du récépissé de déclaration.

Article 4.5.1.5. Conditions d'abandon

La mise hors service des ouvrages de surveillance des eaux souterraines est portée à la connaissance du préfet accompagnée des modalités de comblement répondant à la réglementation en vigueur. L'exploitant prend les mesures appropriées pour l'obturation ou le comblement des ouvrages afin d'éviter la pollution des nappes d'eaux souterraines et la mise en communication de nappes d'eau distinctes. Les mesures prises ainsi que leur efficacité sont consignées dans un document de synthèse qui est transmis au préfet dans les deux mois qui suivent le comblement.

Article 4.5.2. Surveillance des sols

Une surveillance des sols est effectuée à minima sur les points référencés dans le rapport de base effectué en juillet 2015 (document intitulé Démarche d'élaboration du rapport de base prévu par la directive IED). Les prélèvements et analyses sont réalisés tous les 10 ans sauf en cas de pollution avérée des sols nécessitant de réduire cette fréquence de surveillance.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis à l'inspection des installations classées avec les commentaires et les actions correctives prises ou prévues le cas échéant.

Si la campagne de surveillance des sols met en évidence une pollution, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour chercher l'origine de la pollution et si elle provient de ses installations, en supprimer la cause. Il informe le préfet des résultats de ses investigations et le cas échéant des mesures prises ou envisagées.

TITRE 5 PRÉVENTION ET GESTION DES DÉCHETS

CHAPITRE 5.1. PRINCIPES GÉNÉRAUX

Article 5.1.1. Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour respecter les principes définis par l'article L. 541-1 du code de l'environnement.

Article 5.1.2. Séparation des déchets

Les déchets doivent être classés selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 de ce même code.

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux et non dangereux) de façon à assurer leur évacuation dans des filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. En particulier, il met en place un tri à la source et une collecte séparée des déchets visés par les articles L. 541-21-1 et L. 541-21-2 du code de l'environnement.

Les déchets collectés séparément afin de faire l'objet d'une opération de préparation en vue de la réutilisation, de recyclage ou d'autres opérations de valorisation ne sont pas mélangés avec d'autres déchets ou matériaux ayant des propriétés différentes.

Article 5.1.3. Mélange de déchets

Conformément à l'article L. 541-7-2 du code de l'environnement, le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

Article 5.1.4. Stockage des déchets

Les déchets et résidus produits, gérés, entreposés dans l'établissement doivent être stockés, avant leur valorisation ou leur élimination, dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par les eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envois et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, l'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants est réalisé sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Les matériaux constitutifs des capacités de rétention associées au stockage des déchets sont compatibles avec la nature des déchets qui y sont stockés.

Article 5.1.5. Inventaire des déchets

L'exploitant tient à jour en permanence un inventaire des déchets stockés présents sur le site portant sur :

- les déchets produits sur le site en attente d'évacuation pour traitement dans une installation dûment autorisée ;
- les déchets produits sur site en attente de traitement dans l'atelier de régénération ;

- les déchets venant de producteurs ou détenteurs extérieurs admis sur le site en attente de traitement dans l'atelier de régénération.

Cet inventaire comprend en particulier la quantité stockée (en tonnes et en volume) pour chaque déchet défini selon la liste unique de déchets prévue à l'article R. 541-7 du code de l'environnement, son mode de stockage ainsi que sa localisation précise sur le site. Il est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

CHAPITRE 5.2. GESTION DES DÉCHETS PRODUITS SUR LE SITE

Article 5.2.1. Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant est responsable de la gestion de ses déchets jusqu'à leur élimination ou valorisation finale, même lorsque les déchets sont transférés, à des fins de traitement, à un tiers conformément à l'article L. 541-2 du code de l'environnement. L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés aux articles L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement.

En particulier, il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires (installations de traitement ou intermédiaires) des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet.

La quantité de déchets entreposés sur le site, en attente de leur évacuation pour traitement dans une installation dûment autorisée, est limitée à :

Type de déchets	Quantités maximales stockées sur le site
Déchets dangereux	162,5 tonnes
Déchets non dangereux	94 tonnes

Article 5.2.2. Déchets traités dans l'établissement

A l'exception des installations de traitement de déchets, présentes dans l'atelier de régénération (ATR), spécifiquement autorisées par le présent arrêté, et de la réutilisation des eaux mères et eaux de lavage dans le processus de fabrication initial ayant généré ces eaux, lorsque cela est possible, tout autre traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit.

Les modalités de gestion et de traitement des déchets relatives à l'atelier de régénération sont précisées au chapitre 5.3 ci-après.

Tout brûlage à l'air libre est interdit.

CHAPITRE 5.3. GESTION DES DÉCHETS TRAITÉS DANS L'ATELIER DE RÉGÉNÉRATION (ATR)

Article 5.3.1. Conception des installations

La société AJAY EUROPE régénère de l'iode à partir de déchets contenant de l'iode. Ces déchets peuvent provenir de producteurs ou détenteurs extérieurs mais peuvent également être générés dans les différentes installations présentes sur le site.

Les procédés utilisés pour cette valorisation sont : l'adsorption sur charbon actif, la clarification/filtration des iodures par du charbon actif, l'hydrolyse de produits organo-iodés par un hydroxyde, l'oxydation d'iodures minéraux et le stripping de l'iode.

Selon le type de déchets, le traitement nécessite le recours à un ou plusieurs des procédés susmentionnés.

Article 5.3.2. Origine géographique des déchets admis dans l'atelier de régénération

L'origine géographique des déchets admis sur le site pour traitement est le territoire national. Des déchets provenant d'autres pays peuvent être admis sur le site sous réserve qu'ils respectent les critères définis à l'article 5.3.3 et que leur transfert est effectué conformément au règlement (CE)

n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.3.3. Nature des déchets admissibles

Les déchets traités sont des déchets dangereux et non dangereux contenant de l'iode. Ils peuvent être liquides, pâteux ou sous forme de poudres.

Les déchets admissibles dans les procédés de traitement sont les suivants :

- composés organo-iodés en solution dans des solvants avec présence possible d'autres produits en solution ;
- composés organo-iodés en poudre purs ou en mélange avec d'autres produits ;
- iodures et/ou iodates en solution dans des solvants avec présence possible d'autres produits en solution ;
- iodures et/ou iodates en poudre purs ou en mélange avec d'autres produits.

Les déchets admissibles sur le site doivent répondre :

- aux procédures d'information préalable et d'acceptation préalable décrites aux articles 5.3.7 et 5.3.8 ;
- aux contrôles à l'arrivée sur site visés à l'article 5.3.9.

Une procédure écrite est rédigée et mise en œuvre.

Article 5.3.4. Déchets interdits

Les déchets suivants sont interdits :

- les déchets ne présentant aucun intérêt en termes de régénération d'iode, la quantité minimale d'iode devant être de 6 % ;
- les déchets incompatibles avec les procédés de traitement mis en œuvre sur le site ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets contenant des peroxydes organiques ;
- les déchets explosifs ;
- les déchets inflammables ;
- les déchets réagissant violemment avec l'eau ;
- les déchets contenant un CMR risquant d'être rejeté dans l'air ;
- les déchets contenant une substance toxique risquant d'être rejetée dans l'air ;
- les déchets contenant des PCB à une teneur supérieure à 50 ppm ;
- les déchets présentant un risque infectieux tel que défini dans le code de la santé publique.

Article 5.3.5. Stockage des déchets en attente de valorisation

La quantité maximale de déchets stockés sur le site, que ces déchets viennent de producteurs ou détenteurs extérieurs ou qu'ils aient été produits sur site, en attente de traitement dans l'atelier de régénération est de 201 tonnes.

Le stockage de ces déchets est réalisé dans les parcs ATR5, ATR6 et ATR7 ainsi que devant la zone VR7.

Les déchets liquides ou pâteux sont stockés en conteneur sur rétention. Les déchets solides sont stockés en fûts ou big-bags sur rétention.

Article 5.3.6. Aménagement des installations

Le sol des aires et des locaux de réception, manutention, stockage et traitement des déchets dangereux contenant de l'iode est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

L'ensemble des opérations de traitement des déchets est réalisé à l'intérieur du bâtiment de l'atelier de régénération.

Article 5.3.7. Réception des déchets contenant de l'iode – Information préalable

Avant d'admettre un déchet dans son installation et en vue de vérifier son admissibilité, l'exploitant demande au producteur ou détenteur du déchet une information préalable qui contient les éléments ci-dessous.

- le nom et l'adresse exacte du producteur (ou détenteur) et l'origine géographique du déchet ;
- le code du déchet selon la liste unique de déchets prévue à l'article R.541-7 du code de l'environnement ;
- les informations concernant le processus de production du déchet (description et caractéristiques des matières premières et des produits) ;
- les données concernant la composition du déchet, dont notamment les constituants principaux (nature physique et chimique) ainsi que toutes les informations permettant de déterminer s'il est apte à être traité sur le site ;
- les propriétés de danger du déchet, les substances avec lesquelles il ne peut être mélangé ;
- le cas échéant, l'autorisation d'importation et/ou le formulaire de notification délivrés en application du règlement (CE) n°1013/2006 du 14/06/2006 concernant les transferts de déchets ;
- le type de conditionnement et au besoin, les précautions particulières à prendre pour la manipulation et le stockage de ce déchet ;
- toute information pertinente pour caractériser le déchet en question.

L'exploitant peut, au vu de cette information préalable, solliciter des informations complémentaires sur le déchet et refuser de le prendre en charge. Il peut solliciter, le cas échéant, l'envoi d'un ou plusieurs échantillons représentatifs du déchet ou faire réaliser toute analyse pertinente pour le caractériser.

L'information préalable est, si nécessaire, renouvelée tous les ans et conservée au moins cinq ans par l'exploitant. Le recueil de ces informations préalables est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. L'exploitant précise dans ce recueil les raisons pour lesquelles il a refusé l'admission d'un déchet.

Avant toute acceptation d'un déchet sur le site, une étude est menée et des tests sont effectués par le laboratoire présent sur le site afin de vérifier qu'il peut être valorisé dans l'atelier de régénération.

Article 5.3.8. Certificat d'acceptation préalable (CAP)

L'exploitant se prononce alors, au vu des informations communiquées par le producteur ou le détenteur et des analyses pertinentes réalisées par ces derniers, lui-même ou tout laboratoire compétent, sur sa capacité à traiter le déchet en question dans les conditions fixées par le présent arrêté. Il délivre à cet effet soit un certificat d'acceptation préalable, soit un refus de prise en charge.

Le certificat d'acceptation préalable consigne les informations contenues dans l'information préalable à l'admission ainsi que les résultats des analyses effectuées sur un échantillon représentatif du déchet.

L'exploitant doit assurer le suivi de la teneur en matières organiques, en agents oxydants, en métaux, sels et composés odorants pour les déchets solides ou pâteux entrants sur le site et le suivi de la biodégradabilité et de la capacité de désémulsion pour les déchets liquides aqueux entrants sur le site.

Un déchet ne peut être admis dans l'installation qu'après délivrance par l'exploitant au producteur ou détenteur d'un CAP.

La durée de validité du CAP est au maximum d'un an et ces CAP sont consignés dans un registre chronologique détaillé qui est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.3.9. Contrôles d'admission sur site

A l'arrivée sur le site, et avant déchargement, chacun des déchets fait l'objet de la prise d'au moins deux échantillons représentatifs du déchet et des contrôles suivants :

- vérification de l'existence d'un certificat d'acceptation préalable en cours de validité ;
- vérification de la présence d'un bordereau de suivi électronique établi en application des dispositions de l'article R. 541-45 du code de l'environnement ;
- le cas échéant, vérification de la présence des documents exigés aux termes du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets ;
- détermination de la masse du chargement ;
- contrôle visuel si possible du chargement ;
- contrôle de non radioactivité du chargement
- vérification du respect des éventuelles précautions supplémentaires à prendre pour la manipulation et le stockage du déchet inscrites dans la fiche d'identification préalable.

Un des échantillons est conservé au moins trois mois à la disposition de l'inspection des installations classées dans des conditions de conservation et de sécurité adéquates.

Après analyse par le laboratoire de contrôle interne :

- si le déchet est jugé conforme, il est traité ;
- si le déchet est jugé non conforme, il est renvoyé au fournisseur.

Les résultats de toutes les analyses effectuées sur les déchets admis sur le site sont conservés par l'exploitant pendant au moins trois ans.

L'exploitant détermine la masse de chaque catégorie de déchets avant d'accepter de réceptionner les déchets dans l'installation.

Les déchets à traiter qui arrivent en citerne sont dépotés dans les cuves dédiées après analyse. Les déchets stockés dans des GRV sont déchargés dans la zone de stockage dédiée dans l'attente des analyses.

CHAPITRE 5.4. TRAÇABILITÉ DES DÉCHETS

L'ensemble des justificatifs démontrant l'accomplissement des formalités du présent chapitre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 5.4.1. Transport et transferts de déchets

L'exploitant émet, pour tout lot de déchets dangereux ou déchets POP expédiés vers l'extérieur, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets conformément à l'article R. 541-45 du code de l'environnement et l'arrêté ministériel du 21 décembre 2021.

Les opérations de transport de déchets (dangereux et non dangereux) respectent les dispositions des articles R. 541-49, R. 541-63 et R. 541-79 du code de l'environnement relatives à la collecte, au transport, au négoce et au courtage des déchets.

L'importation et l'exportation de déchets (dangereux et non dangereux) sont réalisées en conformité avec le règlement (CE) n°1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Article 5.4.2. Registres des déchets

L'exploitant assure la traçabilité des opérations de transport, de valorisation et d'élimination de l'ensemble des déchets entrants et traités sur le site ainsi que des déchets produits conformément à l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement.

Cette traçabilité concerne également les déchets produits sur le site et traités dans l'atelier de régénération.

Il assure la traçabilité entre les déchets entrants et sortants du site.

Pour les déchets dangereux ou les déchets POP produits, traités ou expédiés, l'exploitant transmet par voie électronique au ministre chargé de l'environnement les données constitutives du registre mentionné ci-dessus selon les modalités définies par l'arrêté du 31 mai 2021 précité.

L'exploitant tient en permanence à jour et à la disposition de l'inspection des installations classées un registre des refus d'admission où il note toutes les informations disponibles sur la quantité, la nature et la provenance des déchets refusés en précisant les raisons du refus.

TITRE 6 NUISANCES SONORES ET VIBRATIONS

CHAPITRE 6.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié, relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V titre I du code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

CHAPITRE 6.2. LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Article 6.2.1. Localisation des points de mesure

Les points de mesures en limite de propriété et les zones à émergence réglementée, sont localisés sur le plan situé en annexe 1.

Article 6.2.2. Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée : 70 dB(A) pour la période de jour et 60 dB(A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Article 6.2.3. Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7h à 22h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22h à 7h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB(A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (mesurés lorsque l'établissement est en fonctionnement) et les niveaux sonores correspondant au bruit résiduel (établissement à l'arrêt).

Article 6.2.4. Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence doit être effectuée dans les 6 mois suivant la mise en service des nouvelles installations, puis tous les 3 ans. Le contrôle du niveau de bruit et de l'émergence, aux points reportés sur le plan annexé, sera effectué par une personne ou un organisme qualifié. Les résultats des mesures (émergence en zone réglementée et niveaux de bruit en limite de propriété de l'établissement) sont tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de non conformité, ils lui seront transmis et accompagnés de propositions en vue de corriger la situation.

Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 (basée sur la norme AFNOR NF S 31-010 "Caractérisation et mesurage des bruits de l'environnement. - Méthodes particulières de mesurage" (décembre 1996)), et dans des conditions représentatives de l'ensemble de la période de fonctionnement de l'établissement ; la durée de chaque mesure est d'une demi-heure au moins.

Article 6.2.5. Bruits à tonalité marquée

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée (au sens du point 1.9 de l'annexe à l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997) de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30 % de la durée de fonctionnement de l'établissement.

Article 6.2.6. Vibrations

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

Article 6.2.7. Mise en œuvre des actions de réduction des nuisances sonores

L'exploitant réalise dans un délai de 6 mois à compter de la notification de l'arrêté un diagnostic acoustique complet du site menant à recenser les sources bruyantes de son site, leur contribution simulée au niveau de bruit en limite de propriété et des émergences dans les zones concernées et propose le cas échéant un plan d'actions correctives avec échéancier de mise en œuvre.

Une nouvelle campagne acoustique devra être réalisée suite à la mise en place des mesures correctives afin de vérifier le retour à la conformité.

TITRE 7 SUBSTANCES ET PRODUITS CHIMIQUES

CHAPITRE 7.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 7.1.1. Identification des produits

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges susceptibles d'être présents dans l'établissement (nature, état physique, quantité, emplacement) est tenu à jour et à disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant veille notamment à disposer sur le site, et à tenir à disposition de l'inspection des installations classées, l'ensemble des documents nécessaires à l'identification des substances et des produits, et en particulier les fiches de données de sécurité à jour pour les substances chimiques et mélanges chimiques concernés présents sur le site.

Article 7.1.2. Étiquetage des substances et mélanges dangereux

Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des substances et mélanges, et s'il y a lieu, les éléments d'étiquetage conformément au règlement n°1272/2008 dit CLP ou le cas échéant par la réglementation sectorielle applicable aux produits considérés.

Les tuyauteries apparentes contenant ou transportant des substances ou mélanges dangereux sont également munies du pictogramme défini par le règlement susvisé.

CHAPITRE 7.2. SUBSTANCES ET PRODUITS DANGEREUX POUR L'HOMME ET L'ENVIRONNEMENT

Article 7.2.1. Substances interdites ou restreintes

L'exploitant s'assure que les substances et produits présents sur le site ne sont pas interdits au titre des réglementations européennes, et notamment :

- qu'il n'utilise pas, ni ne fabrique de produits biocides contenant des substances actives ayant fait l'objet d'une décision de non-approbation au titre de la directive 98/8 et du règlement 528/2012 ;
- qu'il respecte les interdictions du règlement n°850/2004 sur les polluants organiques persistants ;
- qu'il respecte les restrictions inscrites à l'annexe XVII du règlement n°1907/2006.

S'il estime que ses usages sont couverts par d'éventuelles dérogations à ces limitations, l'exploitant tient l'analyse correspondante à la disposition de l'inspection.

Article 7.2.2. Substances extrêmement préoccupantes

L'exploitant établit et met à jour régulièrement, et en tout état de cause au moins une fois par an, la liste des substances qu'il fabrique, importe ou utilise et qui figurent à la liste des substances candidates à l'autorisation telle qu'établie par l'Agence européenne des produits chimiques en vertu de l'article 59 du règlement 1907/2006. L'exploitant tient cette liste à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 7.2.3. Substances soumises à autorisation

Si la liste établie en application de l'article précédent contient des substances inscrites à l'annexe XIV du règlement 1907/2006, l'exploitant en informe l'inspection des installations classées sous un délai de trois mois après la mise à jour de ladite liste.

L'exploitant précise alors, pour ces substances, la manière dont il entend assurer sa conformité avec le règlement 1907/2006, par exemple s'il prévoit de substituer la substance considérée, s'il estime que son utilisation est exemptée de cette procédure ou s'il prévoit d'être couvert par une demande d'autorisation soumise à l'Agence européenne des produits chimiques.

S'il bénéficie d'une autorisation délivrée au titre des articles 60 et 61 du règlement n°1907/2006, l'exploitant tient à disposition de l'inspection une copie de cette décision et notamment des mesures de gestion qu'elle prévoit.

Dans tous les cas, l'exploitant tient à la disposition de l'inspection les mesures de gestion qu'il a adoptées pour la protection de la santé humaine et de l'environnement et, le cas échéant, le suivi des rejets dans l'environnement de ces substances.

TITRE 8 PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 8.1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Article 8.1.1. Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou

produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Dans les zones dans lesquelles une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître, notamment en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre, stockées, utilisées, produites ou pouvant apparaître au cours des opérations, l'exploitant définit sous sa responsabilité les zones dans lesquelles peuvent apparaître des atmosphères explosives :

- soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal de l'établissement ;
- soit de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée.

Dans les zones ainsi définies, les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation, tout autre appareil, machine ou matériel étant placé en dehors d'elles.

Les canalisations situées dans ces zones ne devront pas être une cause possible d'inflammation des atmosphères explosives éventuelles ; elles seront convenablement protégées contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits qui sont utilisés ou fabriqués dans les zones en cause.

En outre, les canalisations dont la détérioration peut avoir des conséquences sur la sécurité générale de l'établissement feront l'objet d'une protection particulière, définie par l'exploitant, contre les risques provenant de ces zones.

Article 8.1.2. Effets toxiques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées :

- les schémas de principe simplifiés explicitant le principe des installations, une liste des principaux équipements de production en les référençant,
- des plans localisant les principaux équipements avec notamment les diamètres des principales tuyauteries et les caractéristiques des fluides,
- les notes de calcul permettant de dimensionner les extracteurs avec toutes les étapes permettant de définir le terme source,
- la description des installations d'abattage des effluents susceptibles d'être toxiques,
- les résultats des modélisations des dispersions.

Article 8.1.3. Stockages de substances et mélanges dangereux

L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est disponible à tout moment, et tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.

Article 8.1.4. Propreté des locaux

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 8.1.5. Contrôle des accès

Les personnes étrangères à l'établissement ne doivent pas pouvoir accéder librement aux installations.

Article 8.1.6. Circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Article 8.1.7. Étude de dangers

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.

L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers. Ces dispositions ne prévalent cependant pas sur celles du présent arrêté ou de la réglementation en vigueur.

CHAPITRE 8.2. CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 8.2.1. Dispositions constructives et comportement au feu

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales présentées dans le dossier d'autorisation s'ils sont conformes à la réglementation en vigueur.

Toute autre organisation des installations ou des stockages devra être conforme à la réglementation en vigueur et faire l'objet d'une justification à l'aide d'une simulation adaptée, démontrant que les effets thermiques sont équivalents à ceux présentés dans le dossier de demande d'autorisation.

Les ouvertures effectuées dans les éléments séparatifs (passage de gaines et tuyauteries, de convoyeurs) sont munies de dispositifs assurant un degré coupe-feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les propriétés constructives sont comparées aux dispositions réglementaires applicables.

Des compartimentages spécifiques coupe-feu 2 heures sont mis en place :

- entre la chaufferie et l'atelier principal,
- dans l'atelier pilote, entre l'atelier TMSI et l'extension projetée (atelier iodure de thymol),
- entre l'atelier HI et le futur atelier PVP-I.
- Mur coupe-feu 2 heures entre les ateliers méthyle et PVP-I,
- Mur coupe-feu 2 heures entre les ateliers TMSI et iodure de Thymol.

Article 8.2.2 – Atelier de fabrication de produits iodés

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- parois et planchers haut coupe-feu de degré 2 h,
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1 h et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,
- matériaux de classe MO (incombustible).

Les locaux doivent être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou

tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage doit être adapté aux risques particuliers de l'installation.

CHAPITRE 8.3. INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 8.3.1. Accessibilité des engins de secours à proximité de l'installation

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée et le croisement d'engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

L'accessibilité au site est validée par le Service Départemental d'Incendie et de Secours. Cette validation est formalisée et tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Une voie engin autour des bâtiments et jusqu'à la voie publique doit permettre l'accès aux engins de secours et présenter les caractéristiques minimales suivantes :

- largeur 3 mètres,
- hauteur disponible 3,5 mètres,
- pente inférieure à 15%,
- rayon de braquage intérieur 11 mètres,
- force portante calculée pour un véhicule de 13 tonnes.

Article 8.3.2. Formation

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour assurer la formation du personnel susceptible d'intervenir, en cas de sinistre, à l'usage des matériels de lutte contre l'incendie. Des équipiers de première intervention sont formés et informés périodiquement dans le cadre d'exercices incendie au moins annuels.

Article 8.3.3. Protection individuelle

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité des stockages et des installations d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement (au moins une fois par an). Le personnel doit être familiarisé à l'emploi de ces matériels.

Le matériel d'intervention doit comprendre au minimum :

- 2 appareils respiratoires isolants (air ou O₂) ;
- 2 combinaisons de protection sauf pour le cas des gaz non corrosifs ;
- des gants ;
- des masques.

Les intervenants doivent aussi disposer de réserves de sable maintenu meuble et sec et de pelles.

CHAPITRE 8.4. DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.4.1. Matériels utilisables en atmosphères explosibles

Dans les parties de l'installation recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996 modifié, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Article 8.4.2. Installations électriques

Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues dans le respect de la réglementation en vigueur et le matériel est conforme aux normes françaises qui lui sont applicables ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

Une vérification de l'ensemble des installations électriques et des mises à la terre des masses métalliques est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionne explicitement les déficiences relevées dans son rapport. Les mesures correctives sont prises dans les meilleurs délais et tracées et permettent de prévenir tout risque d'incendie ou d'explosion.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur et sont en bon état.

Un ou plusieurs dispositifs, placés à l'extérieur, doivent permettre en cas de besoin de mettre en sécurité les installations électriques de l'installation. Cette mise en sécurité est décrite dans une note tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 8.4.3. Ventilation des locaux

Les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines.

Article 8.4.4. Locaux de confinement

L'exploitant dispose de deux lieux de confinement du personnel au niveau du bâtiment administratif et des locaux sociaux de l'atelier principal permettant de mettre le personnel en sécurité en cas d'émission toxique. Le confinement est notamment mis en œuvre sur la base d'une détection et d'une alarme.

Article 8.4.5. Systèmes de détection d'incendie

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection et d'alarme de substance particulière/fumée. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et de justifier l'entretien et le bon état des détecteurs.

Cette alarme permet à l'ensemble du personnel préalablement formé de suivre les consignes préalablement établies.

Article 8.4.6. Systèmes de détection de substances toxiques

Des détecteurs de substances toxiques sont mis en place dans les parties de l'installation présentant des risques en cas de dégagement et d'accumulation importante de gaz toxiques. Ces zones sont équipées de systèmes de détection dont les niveaux de sensibilité sont adaptés aux situations.

Ils déclenchent une alarme permettant de mettre dans les meilleurs délais les installations et le personnel en sécurité. Cela concerne notamment l'hydrazine et l'iodure de méthyle.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées une note justifiant l'adéquation du nombre de détecteurs et leur localisation à la problématique rencontrée.

Article 8.4.7. Protection contre la foudre

Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.

L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées.

Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.

Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.

Au regard des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.

Une notice de vérification et de maintenance est rédigée lors de l'étude technique puis complétée, si besoin, après la réalisation des dispositifs de protection.

Un carnet de bord est tenu par l'exploitant. Les chapitres qui y figurent sont rédigés lors de l'étude technique.

Les systèmes de protection contre la foudre prévus dans l'étude technique sont conformes aux normes françaises ou à toute norme équivalente en vigueur dans un État membre de l'Union européenne.

L'installation des dispositifs de protection et la mise en place des mesures de prévention sont réalisées, par un organisme compétent, à l'issue de l'étude technique, au plus tard deux ans après l'élaboration de l'analyse du risque foudre, à l'exception des installations autorisées à partir du 24 août 2008, pour lesquelles ces mesures et dispositifs sont mis en œuvre avant le début de l'exploitation. Les dispositifs de protection et les mesures de prévention répondent aux exigences de l'étude technique.

L'installation des protections fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent.

Toutes ces vérifications sont décrites dans une notice de vérification et de maintenance et sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3, version de décembre 2006.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent.

Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

L'exploitant tient en permanence à disposition de l'inspection des installations classées l'analyse du risque foudre, l'étude technique, la notice de vérification et de maintenance, le carnet de bord et les rapports de vérifications.

Ces documents sont mis à jour conformément aux dispositions de l'arrêté ministériel en vigueur.

Article 8.4.8. Événements d'explosion

Les locaux classés en zones de dangers d'explosion, ainsi que les enceintes susceptibles d'entraîner un confinement, sont conçus de manière à offrir le moins de résistance possible en cas d'explosion. Ils sont, au besoin, munis d'événements d'explosion de manière à limiter les conséquences d'une éventuelle explosion et munis de moyens de prévention contre la dispersion ou de dispositifs équivalents.

Article 8.4.9. Désenfumage

Le désenfumage des locaux est réalisé conformément aux dispositions prévues par les textes applicables ou le dossier de demande d'autorisation en l'absence de dispositions réglementaires applicables.

Les exutoires de fumées en partie haute représentent au minimum 1/100 de la superficie au sol des locaux. Ils permettent d'évacuer les fumées et gaz de combustion en cas d'incendie.

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document répertoriant ces dispositions applicables et la justification de leur respect.

Le système de désenfumage doit répondre aux normes en vigueur et être adapté aux risques particuliers des installations.

Les commandes d'ouverture sont placées à proximité des accès.

Les dispositifs de désenfumage sont vérifiés au moins annuellement par un organisme compétent.

Article 8.4.10. Rétentions et confinement

Article 8.4.10.1. Capacité des rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir « ou récipient associé » ;
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés « ou récipients associés ».

Pour les stockages de récipients mobiles de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables ou de liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, 50 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des « récipients » ;
- dans tous les cas, 800 litres au minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres.

Article 8.4.10.2. Règles de gestion des rétentions et stockages associés

Le volume nécessaire à la rétention est rendu disponible par une ou des rétentions locales ou déportées. En cas de rétention déportée, celle-ci peut être commune à plusieurs stockages. Dans ce cas, le volume minimal de la rétention déportée est au moins égal au plus grand volume calculé pour chacun des stockages associés.

Une double paroi, répondant aux dispositions du présent article, peut tenir lieu de rétention pour le réservoir concerné.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions. Il veille également à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. En particulier, les rétentions des stockages à l'air libre sont vidées aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. A cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'article 4.4.3 du présent arrêté.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes aux prescriptions applicables à l'installation en matière de rejets ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Article 8.4.10.3. Gestion des aires et locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les aires de chargement et de déchargement sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles.

Article 8.4.10.4. Confinement

De manière à recueillir en fonction de la réglementation en vigueur l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel, l'exploitant implante un ou des bassins de confinement.

L'exploitant tient à disposition de l'inspection des installations classées :

- les dispositions réglementaires en vigueur,
- un plan permettant de localiser le ou les bassin(s) et décrivant les secteurs collectés et les caractéristiques dimensionnelles de ces bassins,
- les éléments décrivant étape par étape le dimensionnement du ou de ces bassin(s),
- la description des organes essentiels de ce ou ces bassin(s) et la justification de leur conformité réglementaire (dont la fonction obturation).

Article 8.4.10.5. Entretien et surveillance

L'exploitant prend toute disposition pour entretenir et surveiller à intervalles réguliers les mesures et moyens mis en œuvre afin de prévenir les émissions dans le sol et dans les eaux souterraines et tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justificatifs (procédures, compte rendu des opérations de maintenance, d'entretien des cuvettes de rétention, tuyauteries, conduits d'évacuations divers, etc.).

Article 8.4.11. Organisation des stockages et vérifications

Article 8.4.11.1. Organisation

Les stockages sont composés de l'ensemble des éléments présentés sur le plan situé en annexe 4 (confidentielle – non communicable).

Ils comprennent notamment un stockage de matières premières vrac, un stockage de matières inflammables, un stockage de matières toxiques, un parc de déchets à valoriser ou générés par les installations et des stockages au niveau des unités limités aux nécessités de production.

Les stockages et leurs caractéristiques sont décrits dans le dossier de demande d'autorisation.

Article 8.4.11.2. Aménagement et organisation des stockages

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations toxiques sous forme solide ne doit pas excéder 8 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent.

La hauteur maximale d'un stockage de substances ou préparations toxiques sous forme liquide ne doit pas excéder 5 mètres dans un bâtiment, 4 mètres à l'air libre ou sous auvent, sauf pour le stockage en vrac.

Les récipients contenant des gaz ou gaz liquéfiés doivent être placés dans des locaux séparés, des autres substances ou préparations solides ou liquides présentant les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 1 heure,
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1 heure et munies d'un ferme porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1 heure,
- matériaux de classe M0 (incombustibles).

Les substances ou préparations inflammables au sens de la réglementation en vigueur doivent être situées sur une aire ou dans une cellule spécifique répondant aux caractéristiques de réaction et de résistance au feu détaillées ci-dessus.

Pour assurer une bonne ventilation, un espace libre doit être d'au moins un mètre entre le stockage des substances ou préparations très toxiques et le plafond.

Article 8.4.11.3. Vérification des réservoirs et des récipients

Les réservoirs et récipients mobiles sont contrôlés visuellement lors de leur réception puis tous les mois en cas de stockage prolongé. Les réservoirs et récipients fixes et leurs accessoires sont contrôlés visuellement tous les mois et avant chaque remise en service en cas d'interruption supérieure à quinze jours. Ces vérifications sont mentionnées dans un registre.

Article 8.4.12. Canalisations

Les canalisations de transport de fluides dangereux ou insalubres et de collecte d'effluents pollués ou susceptibles de l'être doivent être étanches et résister à l'action physique ou chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir. Elles sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés pour s'assurer de leur bon état.

Les différentes canalisations sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de fluides dangereux à l'intérieur de l'établissement sont aériennes, sauf exception motivée par des raisons de sécurité ou d'hygiène.

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne doivent pas être susceptibles de dégrader les réseaux d'égout ou d'y dégager des produits toxiques ou inflammables par mélange avec d'autres effluents.

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation des flammes.

Article 8.4.13. Aires de chargement et de déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les mêmes règles. Elles sont disposées de manière à ne pas créer de difficultés supplémentaires aux manœuvres et à l'évacuation rapide du véhicule.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

CHAPITRE 8.5. DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

Article 8.5.1. Surveillance de l'installation

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

Article 8.5.2. Travaux

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 8.4.1 les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et le cas échéant d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 8.5.3. Vérification périodique et maintenance des équipements

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur. La vérification des moyens incendie est au moins annuelle.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications et une justification du bon état des équipements.

Article 8.5.4. Consignes d'exploitation et de sécurité

Des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté ;
- la liste des contrôles à effectuer avant tout démarrage des installations ;
- les modes opératoires ;
- les conditions de réception, de transport et de manipulation des produits dangereux et les équipements nécessaires ;
- les modalités de contrôle des rejets ;
- la conduite à tenir en cas d'incident ;
- la fréquence de contrôle des dispositifs de sécurité et de traitement des pollutions et nuisances générées ;
- les instructions de maintenance et de nettoyage ;
- le maintien dans l'atelier de fabrication de la quantité de produits strictement nécessaire au fonctionnement ;
- la nature des produits concernés et les risques spécifiques associés (incendie, toxicité, pollution des eaux...).
- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;

- l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 8.4.10.4 ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 8.5.5. Connaissance des produits - Étiquetage

L'exploitant doit avoir à sa disposition les documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation. Les fiches de sécurité prévues par le code du travail permettent de satisfaire à cette obligation.

Les solides, liquides, gaz ou gaz liquéfiés toxiques ou très toxiques doivent être contenus dans des emballages ou récipients conformes à la réglementation en vigueur en France.

A l'intérieur de l'établissement, les fûts, réservoirs et autres emballages doivent comporter en caractères lisibles le nom des produits et les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

Article 8.5.6. État des stocks et composition des fumées

Article 8.5.6.1. État des stocks

L'exploitant procède au recensement régulier des substances, préparations ou mélanges dangereux susceptibles d'être présents dans ses installations et le tient à jour.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1 : servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;

2 : répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules de liquides et solides liquéfiés combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

Article 8.5.6.2. Composition des fumées en cas d'incendie

Cette liste est formalisée dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service départemental d'incendie et de secours.

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du point 2 du I de l'annexe III de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 modifié, est adressée au préfet lors de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98 du code de l'environnement, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

Cette liste est formalisée dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et du service départemental d'incendie et de secours.

CHAPITRE 8.6. AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

Article 8.6.1. Clôture

Les installations doivent être entourées d'une clôture réalisée en matériaux résistants et incombustibles d'une hauteur minimale de 1,5 mètres. Elle doit être implantée et aménagée de façon à faciliter toute intervention ou évacuation en cas de nécessité (passage d'engins de secours). Un accès principal au minimum, muni d'un portail verrouillable, doit être aménagé pour les conditions normales de fonctionnement.

Article 8.6.2. Mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité

Une mesure de maîtrise des risques (MMR) est définie dans l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié.

Lorsqu'une mesure ne répond pas à cette définition ou qu'elle n'est pas valorisée pour la décote d'un phénomène dangereux, c'est une barrière de sécurité.

Des mesures de maîtrise des risques ou des barrières de sécurité sont prescrites en annexe 3 du présent arrêté (voir annexe 3 confidentielle – non communicable).

Article 8.6.3. Automatisation et contrôles des procédés

L'exploitant étudie sous 12 mois les actions susceptibles d'être engagées pour l'automatisation et le contrôle des procédés afin de minimiser les risques induits par les installations.

CHAPITRE 8.7. MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 8.7.1. Moyens de lutte contre l'incendie

Les moyens d'intervention sont judicieusement répartis dans l'établissement. Les éventuels équipements de protection individuelle sont conservés à proximité de leurs lieux d'utilisation, en dehors des zones dangereuses.

Ces matériels sont en nombres suffisants et en qualité adaptée aux risques. Ils sont immédiatement disponibles. Leurs emplacements sont signalés et leurs accès sont maintenus libres en permanence. Ils sont reportés sur un plan tenu à jour.

L'établissement dispose de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et aux enjeux à défendre, et au minimum :

- une réserve d'eau (étang) constituée au minimum de 240 m³ en toute circonstance,
- de RIA (robinet d'incendie armé),
- d'un poteau incendie (PI 315) situé à proximité de l'entrée Sud-Est du site

Les prises d'eau (poteau incendie et dispositif d'aspiration dans l'étang) doivent être munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Les moyens sont complétés par les moyens suivants :

- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;
- des réserves de sable meuble et sec convenablement réparties, en quantité adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres et des pelles.

L'exploitant est en mesure de justifier que ces moyens sont conformes aux référentiels en vigueur.

Le dimensionnement de ces moyens incendie est décrit étape par étape dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et validé par le service départemental d'incendie et de secours.

Les moyens de lutte contre l'incendie font l'objet d'une réception par le service départemental d'incendie et de secours qui est formalisée.

Article 8.7.2. Plan d'opération interne (POI)

Article 8.7.2.1. Objectifs

L'exploitant élabore un plan d'opération interne en vue de :

1 : Contenir et maîtriser les incidents de façon à en minimiser les effets et à limiter les dommages causés à la santé publique, à l'environnement et aux biens ;

2 : Mettre en œuvre les mesures nécessaires pour protéger la santé publique et l'environnement contre les effets d'accidents majeurs.

Le projet de plan est soumis à la consultation du personnel travaillant dans l'établissement au sens du code du travail, y compris le personnel sous-traitant, dans le cadre du comité social et économique élargi prévu à l'article L. 4523-11 du code du travail.

L'exploitant tient à jour ce plan.

L'exploitant dispose d'un Plan d'Opération Interne (P.O.I) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarios dans l'étude des dangers.

Afin d'atteindre les objectifs énoncés à l'article L. 515-41 du code de l'environnement, le plan d'opération interne définit, notamment, les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens mis en œuvre par l'exploitant de nature à :

1 : Contribuer à fournir à l'autorité compétente les informations nécessaires à l'établissement des plans d'urgence et à la détermination des mesures et des obligations incombant à l'exploitant, mentionnées ci-dessous ;

2 : Assurer, en ce qui concerne l'exploitant, la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Article 8.7.2.2. Élaboration, test et mise à jour du POI

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas **un an** et mis à jour à des intervalles n'excédant pas **trois ans**.

Il est, par ailleurs, réalisé pour la première fois ou mis à jour :

1 : Dans un délai raisonnable :

- a) Avant la mise en service d'un nouvel établissement relevant du régime Seuil Bas Seveso ;
- b) Avant la mise en œuvre de modifications pouvant avoir des conséquences importantes sur le plan des dangers liés aux accidents majeurs ;

2 : A la suite d'un accident majeur.

La mise à jour tient compte des modifications intervenues dans les installations concernées, des nouvelles connaissances techniques et des connaissances concernant les mesures à prendre en cas d'accidents majeurs ainsi que du retour d'expérience.

Le présent arrêté préfectoral d'autorisation fixe également les mesures d'urgence qui incombent à l'exploitant, sous le contrôle de l'autorité de police, et les obligations de celui-ci en matière d'information et d'alerte des personnes susceptibles d'être affectées par un accident, quant aux dangers encourus, aux mesures de sécurité et au comportement à adopter.

Article 8.7.2.3. Données et informations du POI

Les données et informations devant figurer dans le plan d'opération interne sont les suivantes :

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- c) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- d) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- d) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- e) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- f) Dispositions visant à soutenir les mesures d'atténuation prises hors site ;

g) Dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, dont les méthodes de prélèvement appropriées, et les analyses comme indiqué comme suit :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent.

Le plan d'opération interne précise :

- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

- les moyens et méthodes prévus par l'exploitant pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur et portant sur les substances toxiques et les types de produits de décomposition.

Article 8.7.3. Plan d'établissement répertorié

L'exploitant établit avec le service départemental d'incendie et de secours un Plan d'Établissement remis à jour en tant que de besoin. Ce document est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE 9 PUBLICITÉ-EXÉCUTION

Article 9.1. Frais

Tous les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 9.2. Diffusion et transmission à l'exploitant

Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- 1) une copie du présent arrêté est adressée à la mairie d'Evron pour y être consultée ;
- 2) un exemplaire sera affiché à ladite mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins de M. le maire d'Evron et envoyé à la préfecture de la Mayenne, bureau des procédures environnementales et foncières ;
- 3) une copie de cet arrêté est adressée :

- aux chefs de services ;
 - aux conseils municipaux des communes d'Evron, Neau, Mézangers et Sainte-Gemmes-le-Robert ;
 - au conseil communautaire de la communauté de communes des Coëvrons.
- 4) Le présent arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État en Mayenne pendant une durée minimale de quatre mois, accessible sous le lien suivant :

<https://www.mayenne.gouv.fr/Actions-de-l-Etat/Environnement-eau-et-biodiversite/Installations-classees/Installations-classees-industrielles-carrieres/Autorisation>

Article 9.3. Transmission à l'exploitant

Le présent arrêté est notifié, par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'exploitant qui devra l'avoir en sa possession et le présenter à toute réquisition.

Article 9.3. Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Mayenne, le sous-préfet de Mayenne, la directrice régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement des Pays-de-la-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Pour la préfète et par délégation,
Le sous-préfet, secrétaire général de la
préfecture de la Mayenne,

A blue ink signature of Ronan Léaustic, written in a cursive style.

Ronan LÉAUSTIC

Voies et délais de recours page suivante

Voies et délais de recours

Conformément à l'article L. 181-17 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

En application de l'article R. 181-50 du code de l'environnement et sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nantes, 6, allée de l'Île Gloriette – 44041 Nantes Cedex 01 ou par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site : www.telerecours.fr dans les délais suivants :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;

b) la publication de la décision sur le site internet des services de l'État en Mayenne prévue au 4° de l'article R. 181-44.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

En application de l'article L. 181-17 du code de l'environnement, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision

En application de l'article R. 181-51 du code de l'environnement, l'affichage et la publication mentionnent l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

Toute décision administrative peut faire l'objet, dans le délai imparti pour l'introduction d'un recours contentieux, d'un recours gracieux ou hiérarchique qui interrompt le cours de ce délai. Lorsque dans le délai initial du recours contentieux ouvert à l'encontre de la décision, sont exercés contre cette décision un recours gracieux et un recours hiérarchique, le délai du recours contentieux, prorogé par l'exercice de ces recours administratifs, ne recommence à courir à l'égard de la décision initiale que lorsqu'ils ont été l'un et l'autre rejetés.

Article R. 181-51 du code de l'environnement :

En cas de recours contentieux des tiers intéressés à l'encontre d'une autorisation environnementale ou d'un arrêté fixant une ou plusieurs prescriptions complémentaires prévus aux articles L. 181-12, L. 181-14, L. 181-15 et L. 181-15-1, l'auteur du recours est tenu, à peine d'irrecevabilité, de notifier celui-ci à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision. Cette notification doit être effectuée dans les mêmes conditions en cas de demande tendant à l'annulation ou à la réformation d'une décision juridictionnelle concernant une telle autorisation ou un tel arrêté. L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

La notification prévue au précédent alinéa doit intervenir par lettre recommandée avec avis de réception, dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

La notification du recours à l'auteur de la décision et, s'il y a lieu, au bénéficiaire de la décision est réputée accomplie à la date d'envoi de la lettre recommandée avec avis de réception. Cette date est établie par le certificat de dépôt de la lettre recommandée auprès des services postaux.

Les dispositions du présent article sont applicables à une décision refusant de retirer ou d'abroger une autorisation environnementale ou un arrêté complémentaire mentionnés au premier alinéa. Cette décision mentionne l'obligation de notifier tout recours administratif ou contentieux à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité du recours contentieux.

Annexe 1 : localisation des points de mesure de bruit

